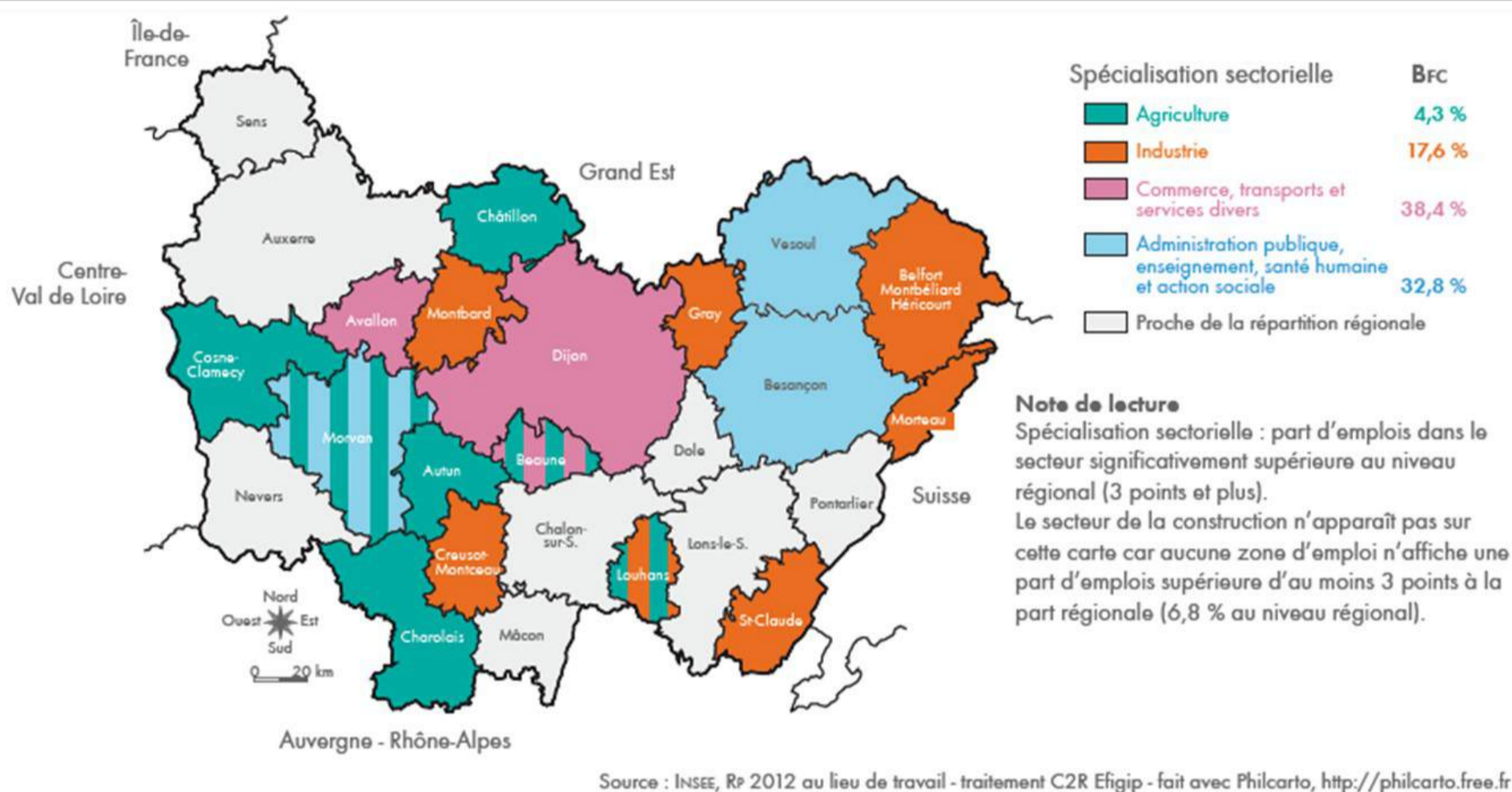


La CGT s'engage dans une campagne pour une reconquête industrielle. Chaque syndicat est confronté dans son activité revendicative aux questions de l'emploi, de conditions de travail, et quelques fois aux menaces de restructurations, et de licenciements, sans que des alternatives permettent d'envisager des solutions aux politiques d'austérité. Cela devient menaçant pour le développement économique et social de notre région. Nous avons besoin ensemble, d'unir nos forces pour stopper ce déclin. Les Assises nationales « En route vers l'industrie » du 22 février prochain et la perspective d'une journée de mobilisation le 21 Mars sur tout le territoire sont les premiers rendez à réussir ensemble. Pour cela, les comités régionaux CGT Bourgogne et Franche-Comté ont élaboré ce premier document à destination des syndicats, qui ne peut présenter un caractère exhaustif. Cet argumentaire devra être prolongé par une série d'expressions et d'initiatives dans les entreprises, les secteurs professionnels et les bassins d'emploi. Il a l'objectif de donner quelques repères et d'illustrer par nos réalités, la nécessité de construire des cahiers revendicatifs et des propositions pour l'emploi industriel en lien avec le développement des services publics.



La Bourgogne-Franche-Comté est une région industrielle et agricole avec 1 081 700 emplois localisés fin 2013, soit 4,1 % de l'emploi total en France métropolitaine, dont **963 000 emplois salariés** et **117 900 emplois non-salariés**.

Neuf emplois sur dix sont des emplois de salariés.

## La structure de l'emploi total en Bourgogne-Franche-Comté par grands secteurs d'activité en 2014

Nombre d'emplois	1 081 700 emplois BFC		26 507 000 emplois France métropole
Agriculture	43 084	4,0 %	2,5 %
Industrie	187 013	17,4 %	12,5 %
Construction	67 632	6,2 %	6,4 %
Tertiaire marchand	426 733	39,2 %	47,6 %
Tertiaire non marchand	357 220	33,2 %	31,0 %

Présentée bien souvent comme la première région industrielle de France, la Bourgogne Franche-Comté n'en reste pas moins l'une des moins performantes de l'hexagone. En matière économique la Bourgogne décroche de l'ensemble national depuis les années 2000. Ce déclin se poursuit encore aujourd'hui - Alstom à Belfort et Logo (lunetterie) à Morez... ou encore Silen & Co à Nevers et concerne l'ensemble des secteurs industriels alors que la plupart des régions ont stoppé cette baisse, après la crise de 2008.

Si les politiques conduites par le gouvernement et relayées par la présidente de région n'ont pas permis une inversion de cette tendance, il n'en reste pas moins qu'à travers le SRDEII (Schéma Régional Développement Économie Innovation et d'Internationalisation), la région initie une politique qui, si elle se veut favorable à la relance de l'activité industrielle notamment, est trop souvent éloignée des préoccupations des salariés.

## Favoriser de véritables capacités productives. Renforcer les filières ...

Aborder une reconquête industrielle par le renforcement des filières, c'est organiser l'activité économique et les politiques d'emploi de plusieurs entreprises par des objectifs communs, depuis la ressource, la transformation et la distribution. Le SRDEII prend en compte cette dimension : *Le développement des filières est un levier de croissance car elles contribuent à consolider un tissu industriel plus solidaire, à défendre les intérêts des entreprises aux niveaux national et international, à mettre ces entreprises en capacité de se présenter plus fortes sur les marchés français ou étrangers, ou encore à attirer ou conserver les talents pour assurer le haut niveau de performance attendu.*(extrait du SRDEII). Pour la CGT, il s'agit de conduire des politiques publiques (stratégie, financement...) qui soient guidées par l'emploi de qualité et l'aménagement du territoire.

## La filière automobile : forte présence dans la région mais une filière qui représente une force centrifuge

**Cette filière, au regard de son importance régionale doit mériter toute notre attention et regarder à partir d'un établissement, la relation donneur d'ordre sous-traitance à cette échelle en interrogeant les syndicats.**

Une filière dominée sur son flanc Est par PSA (42 000 emplois dont 20 000 emplois directs : constructeur et « autres équipements » 270 entreprises) et qui regarde vers l'Alsace :

Une entreprise donneur d'ordres ou structurante, PSA

L'ex- Bourgogne a la spécificité d'avoir une histoire associée au sport automobile à travers plusieurs circuits automobiles : Le Cir-

cuit Auxois-Sud à Meilly sur Rouvres, près de Pouilly en Auxois, celui de Bresse à Frontenard en Saône et Loire, de Dijon-Prenois, enfin de Nevers Magny-Cours

Rencontres Entreprises de la Filière Automobile (avec Auvergne, Centre, Limousin), Université de Bourgogne – ISAT, Lycée Louis Davier de Joigny

Une entreprise donneur d'ordres ou structurante, Michelin en Auvergne Rhône Alpes

Vis à vis de cette filière la région doit se déterminer sur son devenir : selon la présidente de région l'axe économique fort de BFC est Le Creusot -Belfort. Mais un secteur économique qui regarde vers l'Alsace

(voir le projet de métropolisation de Montbéliard). A l'ouest du Creusot un secteur économique attiré par l'Auvergne... Dans les deux cas des entreprises sans doute trop dépendantes d'un seul donneur d'ordre. Comment favoriser la diversification des entreprises sous-traitantes ou pérenniser les contrats entre donneurs d'ordres et les sous-traitants.?

*Le SRDEII ajoute que chaque filière se dotera d'un programme régional pluriannuel adapté à ses enjeux de développement, CF politique nationale de la nouvelle France industrielle et des 9 solutions qui concentrent l'effort de l'Etat en ce domaine*

## La filière énergie : des atouts pour l'emploi et l'environnement

**La dérégulation du secteur de l'énergie induit une casse industrielle elle-même socialement destructrice d'emplois. L'avenir industriel de la filière énergie est intimement lié au tissu industriel local mais aussi national.**

Aujourd'hui, il faut replacer la filière énergie en phase avec la réalité de notre région. Comment parler d'économie circulaire quand on exporte à l'autre bout du monde nos matières premières recyclables. Comment parler d'économie régionale alors qu'on installe sur notre région des éoliennes allemandes sans solliciter nos entreprises régionales spécialisées dans ce domaine...

**Le système électrique est censé être exploité de façon à pouvoir couvrir à tout instant la demande par une offre équivalente. Ce n'est plus le cas aujourd'hui !** De plus, la production d'énergie renouvelable, du moins pour les filières éolienne ou photovoltaïque, présente la caractéristique de production intermittente, d'être non maîtrisable. Ce qui n'arrange rien à la sécurité du réseau. **La nouvelle grande**

**région a un profil très importateur** car sa production ne représente que 11 % de sa consommation. Nous devons notre sécurité d'approvisionnement uniquement au réseau mature, homogène et interconnecté donc apte à accueillir de nouveaux moyens de productions.

**La CGT est favorable au mix-énergétique** favorisant l'intégration et la complémentarité de toutes les sources de production électrique. De là, quels projets industriels et sociales pour la Bourgogne Franche Comté sans remettre en cause le service public de l'énergie ?

Pour répondre à cela il nous faut prendre en compte une avancée notable de cette fin d'année 2016 qui est le marché de capacité. **Les certificats de capacité peuvent favoriser l'émergence de nouveaux projets sur notre région. Néanmoins, comme pour la CSPE, s'il y a des aides il faut que ce soit dans l'intérêt de l'ensemble de la filière** - de la matière première aux besoins des utilisateurs.

**Le développement de la production d'électricité à partir de biomasse (agricole,**

**bois énergie, biogaz issu de la méthanisation...)** peut répondre à ces besoins de modulation pour notre grande région et relancer la filière industrielle de l'énergie (turbine, générateur de vapeur, réseau, matière première...).

**La CGT considère que la transition énergétique impulsée régionalement nécessite d'avoir trois ambitions : l'une sociale, une autre environnementale et l'autre industrielle. Des investissements importants sont nécessaires pour le développement et la recherche notamment sur l'hydrogène dont la région est labellisée dans le cadre d'un appel à projet national « Territoire Hydrogène ».**Nous considérons comme indispensable la maîtrise publique du secteur de l'énergie, c'est le sens de notre proposition de mise en place d'un pôle public de l'énergie comme une réponse aux besoins adaptée à servir l'intérêt général.

**En préconisant le droit à l'énergie pour tous, la CGT entend faire émerger des réponses adaptées aux besoins de notre temps et de nos régions.**



## La dynamique des pôles...

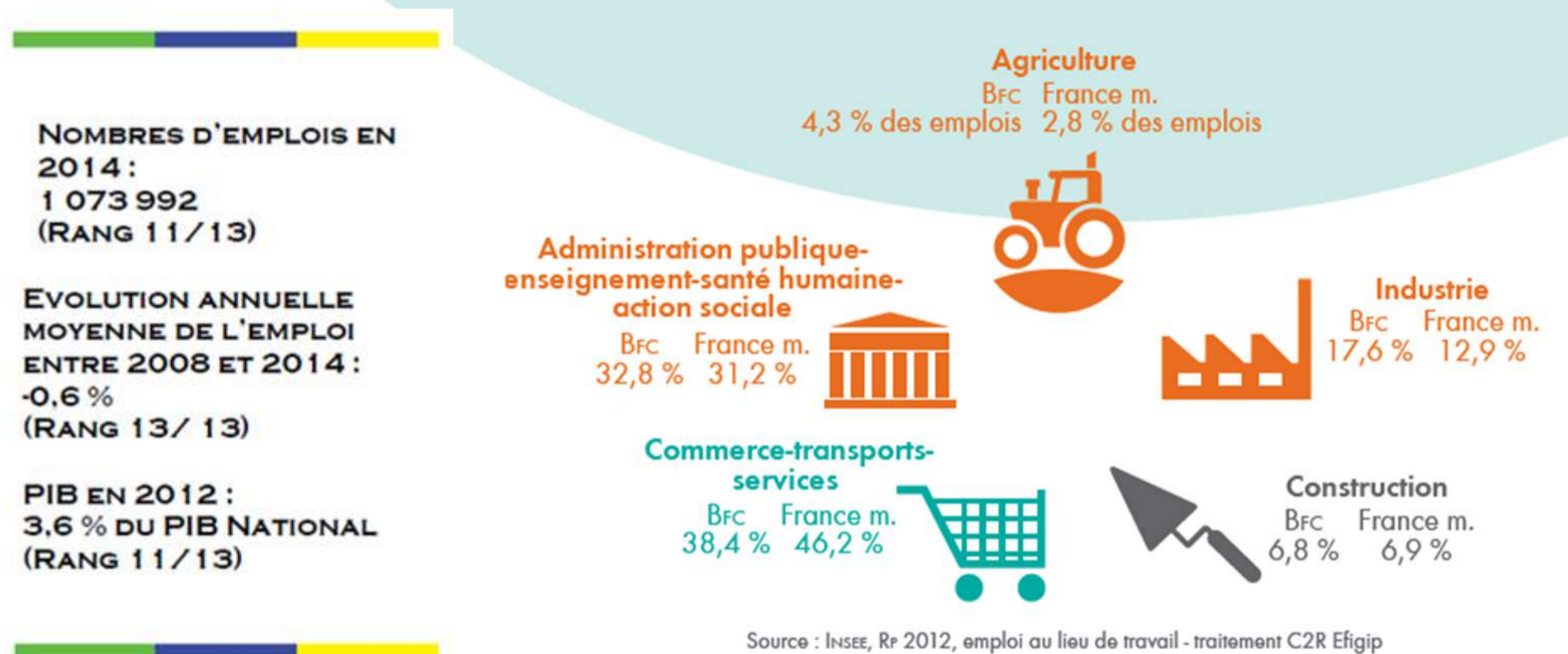
Le SRDEII affirme le rôle déterminant de l'innovation à travers les pôles de compétitivité et les clusters, insiste sur les transferts de technologie par l'intermédiaire des SATT. Il se propose de mobiliser le PIA3, les démarches FrenchTech pour booster l'innovation, la performance industrielle (en intégrant les enjeux liés à l'environnement, au numérique et à la stratégie industrie du futur, les enjeux de la transition écologique et énergétique, d'économie circulaire, le développement commercial et l'internationalisation et les ressources humaines).

### L'industrie en Bourgogne-Franche-Comté s'organise autour de cinq pôles de compétitivité :

- Le Pôle Vitagora Bourgogne-Franche-Comté est l'un des pôles de compétitivité leader en Europe sur l'alimentaire. Il associe 190 adhérents, entreprises, laboratoires publics et privés, centres de formation.
- Le Pôle des microtechniques Franche-Comté se positionne sur des secteurs à forte valeur ajoutée : le biomédical, la sûreté, la défense, la monétique et l'énergie.
- Le Pôle nucléaire de Bourgogne, avec ses 180 adhérents, réunit les compétences en ingénierie globale pour la production d'énergie nucléaire et la fabrication des composants clés de cette filière. Le CETIC Centre de formation à la maintenance des centrales est situé à Chalon-sur-Saône.
- Le Pôle Plastipolis Rhône-Alpes / Franche-Comté compte plus de 300 adhérents, il vise au développement de la filière plasturgie, à l'international avec des objectifs de RDI.
- Le Pôle véhicule du futur Alsace Franche-Comté favorise la synergie des entreprises, de l'enseignement et de la recherche (300 membres adhérents). Il a pour objectif d'inventer les véhicules et les mobilités du futur dans une perspective de développement durable au service du territoire.

Nous avons pointé que les retombées des pôles de compétitivités et autres clusters ne sont pas quantifiées et qu'il serait bon d'en avoir connaissance. A partir d'une, d'entrepris(es) de la filière on pourrait faire naître quelques propositions autour de la recherche d'une cohérence avec le Pôle Véhicule du Futur (**avec L'Alsace**) L'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM), Lycée Jules VIETTE de Montbéliard, Ecole Espera SBARRO de Montbéliard.

## Une région industrielle et agricole



## Agir dans l'entreprise : Défendre l'existant et envisager des évolutions avec sécurité pour les salariés

L'emploi, l'organisation de la production, l'organisation du travail, le paiement des qualifications, l'amélioration des conditions de travail sont le cœur de notre activité revendicative.

Les évolutions technologiques à l'œuvre dans les secteurs industriels transforment le travail et la production.

Le SRDEII adopté par l'exécutif régional pour la période 2017-2021 pose la question du *capital humain* évoquant une GPEC territoriale : *actions à l'échelle régionale pour TPE/PME, à l'échelle des filières, dans le cadre des métiers en tension.*

On peut ajouter qu'aujourd'hui 28 % des salariés de l'industrie ont plus de 50 ans selon l'Insee. On peut donc proposer le recensement des secteurs industriels impactés et entamer une Gestion Prévisionnelle sur les stratégies des entreprises, des emplois et des compétences favorisant un vaste plan de recrutement et de formation dans les filières industrielles.

### ANVIS à Decize : ex Kléber aujourd'hui Sumito - Caoutchouc

Opposant au plan de suppressions d'emplois voulu par le groupe Tokai Sumitomo suite au rachat d'Anvis en 2013, des propositions de développement industriel élaborées à l'initiative de la CGT avec les salariés, ce plan se trouvait réduit de 75 licenciements et des engagements en terme d'investissements, de développement de productions étaient obtenus.

Depuis cette date, l'entreprise a perçu un minimum de 2 millions d'euros. CICE 1 223 519 € de 2013 à 2015, en 2015 : 249 560 € CIR et 438 312 € d'exonérations de cotisations sociales.

Le Fond Interprofessionnel de Revitalisation des Territoires (FIRT) a été volontairement amputé de 14 emplois par la direction, et les pouvoirs publics ont transféré une partie de la somme allouée à la Nièvre vers la région.

Mais les investissements réalisés, 3 ans après, ne sont pas à la hauteur, incomplets, ne permettent pas de développer la production. Des postes sont supprimés en production, transférés dans d'autre secteur sans les formations nécessaires empêchant la réalisation de la production et aggravant les conditions de travail de tous.

Dans notre région Bourgogne Franche-Comté, Anvis dans la Nièvre, fabrique des pièces pour le ferroviaire et Alstom dans le territoire de Belfort construit du matériel ferroviaire.

Nous proposons que l'entreprise de Decize soit le fournisseur dans ce domaine.

La CGT a rencontré avec des salariés, le préfet et la commissaire au redressement productif pour leur faire de leurs craintes mais aussi de leurs propositions.

### METSOMINERAL à Mâcon - Fabrication de broyeurs - Métallurgie

EN 2015, l'entreprise compte 440 salariés. 90 emplois ont été supprimés en 2 ans malgré 350 000 euros d'exonérations de cotisations sociales (de 2012 à 2014), la perception de 349 000 euros par le CIR (2012/2013), de 1 125 000 euros par le CICE.

Parallèlement, la chaudronnerie a été externalisée, des machines (à oxycoupage, poste à souder, plieuse, robot de soudure, presse) vendues.

La situation incertaine dans laquelle se trouve le groupe Metso aujourd'hui n'est pas le simple résultat de facteurs externes (cours du minerai, conjoncture BTP,...). C'est aussi le fruit de décisions stratégiques : Décision de se désengager de la branche Papier (activité contractuelle).

Choix de déplacer les capacités de production sur les zones émergentes (Brésil, Inde, Chine, ...), régions où l'activité est fortement volatile. Persistance dans des objectifs financiers parfois irréalistes (ROCE à 30 %).

Après les efforts déjà faits par le site de Metso Mâcon : la réduction des frais généraux, le maintien du taux horaire, la modulation d'horaire, la diminution du personnel, aujourd'hui la solution proposée par le groupe est de continuer le désinvestissement (externalisation des moyens de production et la dépréciation des actifs) pour rétablir le ratio financier. C'est une politique actionnariale à court terme qui hypothèque l'avenir moyen et long terme.



L'URGENCE  
D'UNE RECONQUÊTE INDUSTRIELLE

### L'exemple de la lunetterie dans le Jura

Le secteur industriel de la lunetterie en France a connu son apogée dans les années 1980, secteur essentiellement basé dans le Jura, particulièrement à Morez. Il employait plus de 3000 personnes dans ce petit bassin d'emploi de 10 000 habitants (une vallée dans un secteur très montagneux).

Désormais, après la fermeture de la quasi-totalité des grosses entreprises du secteur qui tiraient l'activité (L'amy, Comotec... et Logo qui vient de fermer) il ne reste plus qu'un tissu d'entreprises de moins de 100 salariés n'employant environ qu'un millier de personnes au total. L'activité s'est recentrée essentiellement sur les niches (montures spéciales, lunettes de ski...) ou le haut de gamme.

Désormais, la lunetterie en France, et donc particulièrement dans le Jura qui en est le cœur, ce sont des créateurs, des « designers », qui sous-treatent pour une bonne partie à l'étranger pour la production de masse, et sous-treatent dans le Jura pour la fabrication de lunettes à forte valeur ajoutée. Pour autant, l'activité globalement ne cesse de diminuer.

#### Comment en est-on arrivé là ?

Le secteur de la lunetterie est complexe. La lunette s'est démocratisée, et est deve-

nue aussi un produit de mode.

Le marché, par rapport à d'autres produits, est faussé, car une partie importante du prix final de la lunette est souvent payé par les mutuelles.

Dès les années 90, les grandes entreprises de lunetterie ont fait le choix de délocaliser la production dans le sud est asiatique.

Mais comme beaucoup d'entreprises, les plus importantes ont surtout cherché à faire du profit, et donc à privilégier la recherche de marges importantes (création, haut de gamme...), en transférant la fabrication dans des pays à faible coût de main d'œuvre.

#### Quelques pistes CGT pour une industrie de la lunetterie en France

##### Les atouts

Le secteur de Morez dispose pour autant encore d'un certain nombre de savoir-faire, d'un lycée de l'optique réputé nationale-ment, d'un laboratoire (Alutec) financé notamment par les pouvoirs publics (Europe, Etat, Région) laboratoire qui permet aux entreprises du secteur de tester leurs produits et d'engager des recherches et de l'innovation.

- comme pour d'autres secteurs industriels, les aides publiques doivent être

assorties de conditions, et remboursées si les conditions ne sont pas remplies. Toutes ces aides publiques sont nombreuses : CICE, CIR (crédit impôt recherche), exonérations de cotisations, aides de la région... Il faut donc : un suivi des aides publiques, leur connaissance y compris par les syndicats, l'évaluation, ...

- regrouper les entreprises dans un « cluster », c'est-à-dire éviter qu'elle ne se concurrencent, mais faire en sorte qu'elles travaillent mieux ensemble, qu'elles soient complémentaires,
- avoir un vrai débat avec la sécurité sociale et les Mutuelles sur les lunettes et leurs remboursements,
- un contrôle plus sérieux sur la production qui s'affiche « Made in France », afin d'éviter la tricherie.

C'est donc une véritable stratégie à conduire en direction du patronat du secteur, les pouvoirs publics et les syndicats.

